

# VENEZUELA : LA CHUTE D'UN GÉANT, LE PÉTROLE NE FAIT PLUS LE BONHEUR.

RASCHKE BERTILLE  
30 NOVEMBRE



Credits: Pixabay / aboodi vesakaran

# VENEZUELA : LA CHUTE D'UN GÉANT, LE PÉTROLE NE FAIT PLUS LE BONHEUR

## RETOUR SUR UNE CRISE ÉCONOMIQUE, SOCIALE, POLITIQUE ET SANITAIRE :

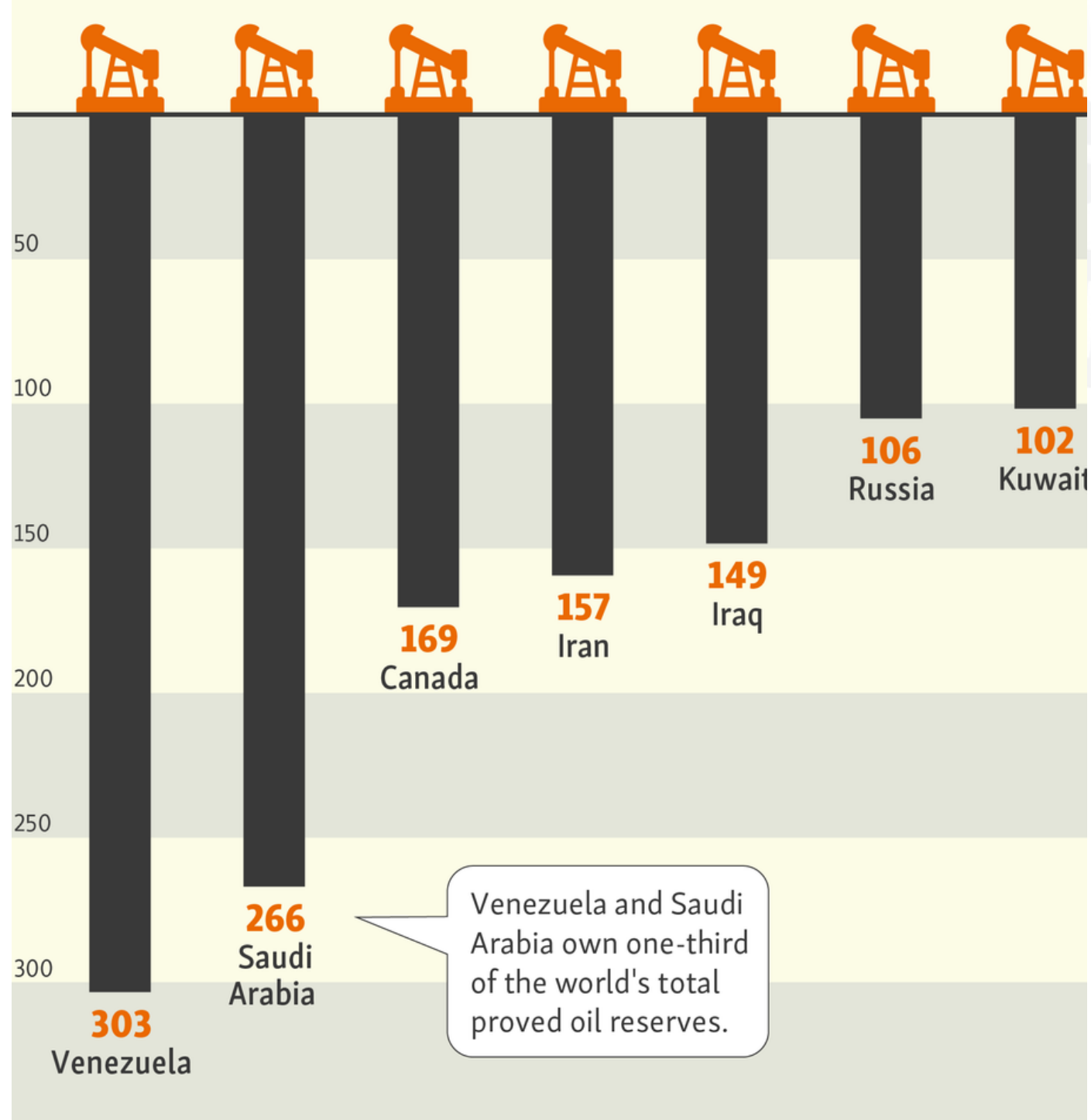
Jusqu'à récemment, le Venezuela était le pays le plus riche d'Amérique du Sud. Possédant un grand nombre de ressources naturelles, le pays a su, par le passé, profiter de ses atouts et d'en faire une force. En effet, le pays dispose de vastes ressources minières telles que l'or, le charbon ou les diamants ainsi que des ressources hydrauliques conséquentes et d'un potentiel agricole important. Mais ce sont surtout ses grandes richesses énergétiques qui attirent. Détenteur des plus grandes réserves de pétrole au monde et d'une grande part de celle de gaz naturel, le pays de 28 millions d'habitants n'a pourtant pas pu empêcher la plus grande crise économique, politique et sociale de son histoire. Afin de comprendre les conséquences encore actuelles de cette crise qui a débuté en 2014, il est nécessaire de s'en demander les causes.

Bien que les causes de cette crise soient diverses, elles sont d'abord économiques. Si jusque-là, la crise financière de 2008 avait relativement épargné cette région du monde, en 2013 les sévères retombées de la récession, se sont abattues sur le continent et ont frappé de plein fouet les économies déjà fragiles des pays d'Amérique du Sud. Très rapidement, ces retombées se sont traduites par l'effondrement massif des exportations et particulièrement par la chute du cours du baril de pétrole.

### Oil Reserves Around The World

Venezuela, Saudi Arabia, and Canada own the largest proved oil reserves

Total proved reserves of oil (thousand million barrels)



RadioFreeEurope  
RadioLiberty

Détenant 17,6 % des réserves mondiales de pétrole, l'économie vénézuélienne repose essentiellement, si ce n'est uniquement, sur ces exportations d'hydrocarbures. Dans un pays qui tire plus de 90 % de ses revenus du pétrole, cette crise a des conséquences immédiates et drastiques : l'État se retrouve rapidement en incapacité d'importer ce dont il a besoin et toute la stabilité politique et monétaire du pays se voit bouleversée. Les politiques d'aides sociales cessent et le financement des importations de produits de consommation disparaît, laissant la population locale plus démunie que jamais. L'inflation monte et les prix s'affolent, si bien que la dette extérieure atteint fin 2018, les 150 milliards de dollars. Pour les autorités, c'est un véritable coup de massue, face auquel la PDVSA, l'entreprise publique chargée de la gestion du pétrole vénézuélien, n'a rien pu faire. Organisation mal gérée et corrompue, la PDVSA est incapable de freiner la crise, tandis que le pays perd sa plus grande ressource.

Credits: Kristyna Foltynova Source: BP

# VENEZUELA : LA CHUTE D'UN GÉANT, LE PÉTROLE NE FAIT PLUS LE BONHEUR

En effet, sans les revenus de la vente de pétrole, le Venezuela se retrouve paralysé et sans ressources. Certain que le pétrole ne puisse jamais cesser d'être la principale source de rendement, le pays n'a pas diversifié son économie ni ses exportations. Face à cet effondrement économique, les FTN et les banques étrangères ainsi que les grands propriétaires terriens, déjà déçus par une politique interne peu cohérente, saisissent cette opportunité pour quitter le pays. Face à la pauvreté grandissante, touchant en 2018 82 % de la population, nombreux sont les Vénézuéliens qui ont fait le choix de fuir le pays. D'après les Nations Unies, ils étaient près de 5 millions à quitter le Venezuela en direction de la Colombie voisine.

En plus des difficultés économiques, la crise sanitaire vient clouer tout espoir de reprise de l'économie vénézuélienne. Dues à l'inflation, les pénuries des quelques biens de première nécessité encore abordables sont nombreuses. Les pénuries alimentaires se multiplient et font sombrer des milliers de Vénézuéliens dans l'insécurité alimentaire. Le pays fait également face à des pénuries de médicaments. En 2018, 88 % des médicaments et 79 % du matériel chirurgical étaient manquants tandis que la mortalité maternelle augmentait de 65 % et la mortalité infantile de 30 %. De plus, l'effondrement du système de santé a engendré la réapparition de maladies comme la tuberculose et le paludisme et permis la propagation du coronavirus en 2020. Conséquence finale, le Venezuela a vu son indice de développement humain (IDH) reculer de 45 places depuis 2013. Avec un IDH de 0,711 en 2019, le pays se classe au 113e rang sur 189 pays listés.



# VENEZUELA : LA CHUTE D'UN GÉANT, LE PÉTROLE NE FAIT PLUS LE BONHEUR

À ces difficultés économiques, vient s'ajouter à partir de 2014 une crise politique considérable. Le 5 mars 2013, Hugo Chavez, véritable leader de la révolution bolivarienne du pays et président depuis 1999, meurt d'un cancer, laissant tout une nation orpheline. Les alliances d'hier s'effritent et les dissensions sont nombreuses : alors que de grandes questions émergent dans le camp Chavez quant à l'identité de son successeur, l'opposition voit l'opportunité d'en finir avec près de deux décennies de socialisme chaviste.

Désigné comme président par intérim, Nicolas Maduro prend les rênes d'un pays profondément fracturé jusqu'aux élections anticipées qu'il parviendra à remporter, le portant ainsi au sommet de l'État vénézuélien. Néanmoins, rapidement, la situation politique du pays devient de plus en plus critique. De nombreuses violentes manifestations émergent tandis que l'opposition ne cesse de se mobiliser dans l'espoir de décrédibiliser le gouvernement de Maduro, en vain.

Cependant, les violentes répressions de 2017 à l'encontre des manifestants opposés au régime, ont dévoilé une nouvelle facette de l'administration de Maduro et suscité l'indignation internationale, ce qui complique encore davantage la situation économique du pays. En 2019, dans le but d'évincer Nicolas Maduro du pouvoir, les États-Unis placent le pays sous embargo : désormais impossible de vendre son pétrole aux sociétés américaines et aux entreprises étrangères utilisant le système bancaire américain, le Venezuela se retrouve pieds et poings liés. À l'échelle mondiale, cette décision américaine est suivie par de nombreux autres pays tandis qu'au niveau régional, le Mercosur exclut le pays de l'organisation, accusant le régime de violer les principes démocratiques du traité. Ces mesures de sanctions engendrent des conséquences catastrophiques pour le pays déjà lourdement endetté : le salaire minimum est divisé par 34, et la monnaie ne vaut plus rien. Face à l'inflation titanesque sur les produits de consommation, même les plus basiques, de nombreux Vénézuéliens se retrouvent sans ressources.



# VENEZUELA : LA CHUTE D'UN GÉANT, LE PÉTROLE NE FAIT PLUS LE BONHEUR



Alors que la tension entre opposition et gouvernement est à son paroxysme, le 23 janvier 2019, Juan Guaido, alors chef de l'opposition, s'autoproclame président. Promettant un gouvernement de transition avec des élections libres, il est rapidement reconnu par une vingtaine de pays parmi lesquels le Canada, l'UE, les États-Unis et par la quasi-totalité des pays d'Amérique latine à l'exception de l'Argentine, la Bolivie et du Guyana. Se superposent ainsi deux leaders, deux visions du Venezuela qui ne font pas pour autant plier Maduro qui s'accroche au pouvoir. Critiqué pour ses méthodes de répressions qualifiées de non démocratiques, Maduro est appelé par la communauté internationale à démissionner, mais sans résultats.

Si la majorité des pays d'Amérique du Sud ont suivi le pas des États-Unis dans leur boycott du pétrole vénézuélien et établi à leur tour des sanctions envers le Venezuela, ce n'est pas l'avis de tous les pays. En effet, même dans ses heures les plus sombres, le Venezuela peut compter sur des alliés fidèles, des États eux aussi cibles de la communauté internationale.

Plus largement, la crise au Venezuela se déroule dans un climat politique en pleine mutation dans tout le continent : les gouvernements socialistes progressistes en place depuis le début des années 2000, tombent peu à peu au profit de gouvernements de droite plus rigoristes. Ce fut le cas au Brésil, lorsque le candidat d'extrême droite, Jair Bolsonaro prend la tête du pays en janvier 2019 mettant fin aux 14 ans de gauche de Lula puis de Dilma Rousseff. Le même phénomène se produit en Argentine lorsque, Mauricio Macri vient mettre fin aux 12 ans de « règne » de Nestor et Cristina Kirchner, en adoptant une politique de droite en opposition avec la gauche populiste des Kirchner.



## POLITIQUE INTERNATIONALE : UN PASSAGE À L'EST ?

Le Venezuela a su au fil des décennies se faire des alliés puissants lui permettant aujourd'hui de trouver des aides malgré les sanctions économiques prises à son égard. C'est le cas de la Chine qui est devenu en quelques années le premier créancier du pays, investissant plus de 50 milliards de dollars. Comme dans le reste du monde, la Chine pose ses jalons en Amérique du Sud, économiquement, mais aussi sanitaire. En effet, Pékin fut aussi l'un des grands fournisseurs de vaccin Sinopharm durant la pandémie.



Rencontre en Nicolas Maduro et Ebrahim Raisi en juin 2022

De plus, le président vénézuélien, Nicolas Maduro, a effectué en juin dernier un voyage officiel au Moyen-Orient, au cours duquel il a signé un accord stratégique de 20 ans avec l'Iran, qui constitue les bases d'une coopération économique et pétrolière entre les deux pays. Première visite officielle depuis cinq ans, ce déplacement s'inscrit comme un symbole de la résistance des deux pays contre l'opresseur américain. Il a été reporté qu'au terme de cette rencontre, l'Iran s'était engagé à livrer un bateau-citerne.

Baptisé Yoraco, un véhicule capable de transporter 800 000 barils de pétrole jusqu'au Venezuela. De plus, une coopération militaire voit le jour entre les deux nations, puisque le Venezuela assemblerait des drones pour le compte de l'Iran. Les drones en question, identifiés sous le nom d'Antonio Jose Sucre — 100 (ANSU-100), seraient capables de mener des missions de reconnaissance et de surveillance, ainsi que des missions d'assaut, avec un grand rayon d'action et une grande endurance en vol. Ainsi qu'il s'agisse de coopération militaire ou diplomatique, l'Iran et son allié vénézuélien ne semblent reculer devant rien pour défier publiquement leur ennemi commun américain. Parallèlement à l'essor des relations militaires et économiques entre l'Iran et le Venezuela, le président du Nicaragua, Daniel Ortega, a renouvelé un accord militaire avec la Russie qui permet aux soldats, avions et navires russes de pouvoir faire des patrouilles dans les frontières de ce pays et de mener des exercices d'entraînement militaires conjoints. Ledit accord militaire a été signé en pleine guerre Russie-Ukraine, ce qui montre que malgré la guerre en cours, les Russes sont toujours résolus à prolonger leur présence en Amérique latine. En effet, la Russie fait également partie de la liste des alliés de Caracas. Si de nombreux pays ont cessé toutes relations diplomatiques avec Moscou après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, ce n'est pas le cas du Venezuela qui a au contraire apporté son soutien au gouvernement russe. En plus, de la reprise de vols commerciaux entre les deux pays via la compagnie vénézuélienne Conviasa, Moscou évoque la possibilité d'inclure le Venezuela dans son système de paiement MIR.

# VENEZUELA : LA CHUTE D'UN GÉANT, LE PÉTROLE NE FAIT PLUS LE BONHEUR

Il y a quelque mois, Nicolas Maduro témoignait lors d'un discours, de la ratification d'une « première ébauche d'une coopération militaire puissante entre la Russie et le Venezuela pour la défense de la paix, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale ». Des mots qui furent repris dans la déclaration du vice-premier ministre russe Yuri Borisov en qualifiant le Venezuela de partenaire stratégique de la Russie en Amérique du Sud.

La relation Caracas-Moscou est néanmoins source d'inquiétudes pour les puissances voisines, depuis que les renseignements colombiens ont confirmé la présence de radars russes aux différentes frontières du pays. Enfin, comme la Chine, la Russie s'est portée garante de la sécurité sanitaire du pays lors de la crise Covid-19 et a pu fournir un grand nombre de doses du vaccin Sputnik V.

Ainsi, les relations étroites qu'entretient Caracas avec ses alliés apparaissent comme être un nouvel enjeu auquel les États-Unis et la communauté internationale vont devoir faire face. En effet, dans un contexte de guerre russo-ukrainienne, Washington voit d'un mauvais œil, le rassemblement qui a eu lieu mi-août entre les forces navales du Venezuela et plusieurs de ses alliés, dont la Russie, la Chine et l'Iran. En effet, de tels exercices se déroulant à quelques dizaines de kilomètres, seulement des frontières maritimes américaines laissent entendre que l'Amérique du Sud est prête à accepter une force multipolaire dans laquelle les États-Unis ne sont plus au centre.



# VENEZUELA : LA CHUTE D'UN GÉANT, LE PÉTROLE NE FAIT PLUS LE BONHEUR

Les États-Unis ont toujours vu l'Amérique latine et les Caraïbes comme leur arrière-cour obligatoirement fidèle à la politique conduite par Washington. Or ces dernières décennies, l'influence américaine apparaît en déclin au profit de l'émergence de celle des ennemis des États-Unis, qui s'immisce solidement dans la politique de ces pays. Par le passé déjà menacé par le régime communiste de Fidel Castro à Cuba, les États-Unis semblent devoir faire face à la multipolarisation du Venezuela, nouvel eldorado des entreprises chinoises, russes et iraniennes. Un tel contrôle du Venezuela par non seulement des puissances étrangères, mais qui plus est ennemies, effraie Washington qui apparaît pourtant comme impuissant. En effet, une telle alliance entre la Russie, le Venezuela et l'Iran signifierait l'union des trois des plus grandes réserves de pétrole au monde, contrôlant à eux trois, un tiers des réserves mondiales.

Dans un contexte de hausse des prix du carburant et d'arrêt de l'approvisionnement russe en énergie de l'Europe, le contrôle des énergies fossiles apparaît comme plus primordial que jamais.

Ainsi, le Venezuela affronte depuis presque 10 ans une grave crise multidimensionnelle qui entre récession économique, pauvreté sociale, instabilité politique est venue détruire un pays jadis puissant. Victime d'un climat géopolitique instable et d'une crise sanitaire d'envergure, la question d'une éventuelle sortie de crise fait débat. Le pays pourra-t-il grâce à l'aide de ses puissants alliés contrer les sanctions américaines et se relever de cette crise qui paralyse le pays depuis presque 10 ans ? Ou est-il condamné à définitivement perdre son rôle de leader sud-américain au profit du Brésil et de l'Argentine ?





## SOURCES

- T. de Montbrial et D. David « Venezuela : Nicolas Maduro à la tête d'un pays en crise », *IFRI*, 2019
- C. Ventura. « Les prémices d'une sortie de crise pour le Venezuela ? *IRIS*, 25 mai 2021
- P. Mariani et V. Roux « Venezuela : une crise sans fin », *France24*, 18 février 2022
- J-J. Kourliandsky. « Politique étrangère du Venezuela : le choc des mots, le poids des réalités », *Cairn*, 2006
- E. Aubry et F. Tétart. « Le Dessous des Cartes - Le monde mis à nu », *Arte*, 2020
- E. Lob « Iran-Venezuela relations : Présidents, postures, and pressures », *Middle East Institute*, 22 aout 2022
- M. Levystone « Russie - Venezuela. Un partenariat à l'épreuve de la guerre en Ukraine », *IFRI*, 8 avril 2022
- I. Majorjet « Pétrole et gaz au Vénézueka », *Cairn*, 2015



**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

